

Fédération Chimie Energie CFDT (FCE-CFDT)

Proposition de modification de l'accord-cadre ARENH

Date de la contribution : 02/09/2020

Réponse de la Fédération Chimie Energie - CFDT

Contact: fce@fce.cfdt.fr

En guise de préambule, nous tenons à rappeler que l'ARENH fait partie de l'épais millefeuille réglementaire constitué depuis vingt ans afin de développer des marchés dits concurrentiels de l'électricité et du gaz. Or, la concurrence n'a pas été réclamée par les consommateurs français qui, dans leur très grande majorité, étaient satisfaits des opérateurs historiques EDF et GDF (prix, services, qualité du produit, clarté des contrats, compréhension globale du secteur...).

Pour la CFDT, affirmer comme la CRE l'avance dans sa consultation précédente que de « *nombreux consommateurs* » salueraient l'ARENH et son « *cadre clair et pérenne* » qui leur aurait « *redonné confiance dans le marché de détail* » est une affirmation infondée. Les consommateurs que nous rencontrons ne perçoivent nullement la plus-value de la libéralisation du secteur, sont plutôt excédés par les démarchages insistants voire agressifs des multiples opérateurs, et sont très circonspects par rapport au caractère nébuleux des offres. Ils ont néanmoins bien compris que leur facture d'électricité va croissant et qu'elle ressemble davantage à une feuille d'impôts et de taxes qu'à la facturation d'un produit.

Le citoyen-contribuable, pour sa part, assiste à un gigantesque transfert d'argent public vers des intérêts strictement privés, un véritable pillage des comptes de la nation sans consultation citoyenne sincère.

La régulation actuelle consiste surtout à tuer EDF à petit feu. L'objectif de faire naître et grandir de nouveaux commercialisateurs à grand renfort de régulation asymétrique a été largement atteint avec près d'une quarantaine d'entreprises sur le marché de détail. Mais, parmi celles-ci, très peu sont des producteurs, l'ouverture à la concurrence est clairement un échec sur ce point. Il est vrai que concevoir, exploiter, maintenir des outils de production pilotables, est plus compliqué que de rester simple fournisseur d'électricité perfusé par l'ARENH...

Parallèlement, l'opérateur historique, qui reste l'un des rares à entretenir un parc existant, à investir dans de nouveaux moyens de production y compris renouvelables et de nouveaux services, s'endette dangereusement.

Le risque est que nous ayons au bout du compte un grossiste en énergie nucléaire (cf. le projet Hercule) qui servira les revendeurs à un prix administré, probablement à peine voire inférieur au prix coûtant, réduisant d'autant ses budgets de recherche et ses investissements.

A force de vouloir émietter ainsi les majors européens dans le seul but de développer la concurrence, on crée des entreprises beaucoup moins fortes sur la scène mondiale alors que Chinois, Américains, Russes, Coréens et autres ne nous attendent pas pour conquérir les marchés.

Il est donc assez stupéfiant que la CRE, en tant que régulateur garant de l'intérêt supérieur de la nation, se permette d'affirmer :

« La CRE n'a pas identifié à ce stade d'autres sources de difficulté dans la mise en œuvre de l'accord cadre ».

Pour la CFDT, l'ARENH est un dispositif toxique, dévoyé de son intention première, à savoir permettre à de nouveaux opérateurs de construire des moyens de production pilotables et non carbonés. En revanche, il a permis à ces opérateurs de faire de confortables marges en utilisant ce dispositif de manière purement opportuniste, en fonction des fluctuations des prix de marché et de leur différentiel par rapport à l'ARENH.

Il est même franchement ubuesque depuis que le premier commercialisateur dit alternatif est devenu filiale à 100% de l'énergéticien le plus puissant du CAC 40, et que ce même acteur s'est permis de refuser de prendre livraison d'électrons nucléaires réclamés à cor et à cris à un guichet ARENH qu'il qualifiait lui-même d'insuffisant quelques mois auparavant, exigeant alors son déplaçonnement.

Fédération Chimie Energie CFDT (FCE-CFDT)

A cet égard, il est surprenant que la CRE elle-même ait lancé l'idée de passer de 100 à 150 (et même 200 !) TWh, il y a quelques semaines, alors qu'elle sait très bien que le productible nucléaire d'EDF sera en chute en 2020-2021-2022 pour de multiples raisons. Comment la CRE pouvait-elle justifier cette position ?

Ces constats ne sont pas exhaustifs. Nous pouvons ajouter :

- Augmentation continue des tarifs réglementés depuis la création de l'ARENH en 2011
- Non-revalorisation du prix ARENH scotché à 42€/MWh, depuis 2012 malgré l'inflation et un coût objectivement croissant de l'exploitation-maintenance-renforcement du parc électronucléaire
- Enrichissement d'intérêts privés résultant de ce dispositif sans création de moyens de production contributifs à la sûreté système ni à l'avenir du système électrique.
- Baisse de la rémunération du producteur sur un volume bien supérieur aux 100 TWh, avec un plafonnement global des prix de vente par alignement sur le prix ARENH.
- Le dispositif actuel peut dans certaines conjonctures obliger le producteur à s'approvisionner sur le marché à des prix bien supérieurs à 42€ pour pouvoir fournir l'électricité aux fournisseurs alternatifs qui exercent leur droit de tirage au prix ARENH.
- Le plafond ARENH (environ un quart du productible estimé à la création du dispositif) est purement théorique. Il ne tient aucun compte du productible réel. Exemple flagrant actuellement avec une production 2020-2021-2022 en retrait (fermeture de Fessenheim, grand carénage, crise Covid19, maintenance des réacteurs, nécessité de sécuriser le passage des hivers...). Le dispositif aurait dû concerner dès le départ un pourcentage de la production et non un volume sec afin que le risque sur le productible soit a minima porté par tous les opérateurs.
- Des souscripteurs au guichet ARENH ont détourné le dispositif en spéculant ouvertement sur les capacités accordées. Cette approche déviante n'est pas sanctionnée, la régulation réagit toujours a posteriori avant d'être de nouveau contournée.

Les griefs ci-dessus exposés militent pour un arrêt rapide de l'ARENH, dévoyé et obsolète.

Le millefeuille réglementaire actuel n'est plus améliorable par rajouts d'emplâtres conjoncturels.

Plus largement c'est toute l'architecture du marché de l'électricité qui doit être remise à plat. A l'heure où la société attend un fonctionnement raisonné des marchés, orienté vers l'efficacité et le respect de l'environnement, nous nous étonnons que l'Europe fonde encore ses réflexions en la matière sur les priorités libérales des années 80/90 sans aucune remise en question.

Il est temps de dresser un bilan sincère et chiffré des deux décennies précédentes pour éclairer le nécessaire réveil de l'Etat-Stratège, dans un contexte de crise sanitaire et économique qui souligne l'importance de maintenir la fourniture des produits de première nécessité – dont l'électricité – et d'amortir les chocs pour les consommateurs.

Litige « force majeure »

Concernant le litige « force majeure », objet de la présente consultation, nous notons que les fournisseurs rechignant à prendre livraison de leur commande n'ont pas été si impactés que cela, car ils n'ont pas baissé leurs prix de vente à leurs clients finaux du fait de la baisse des prix de marché. La perte subie aurait donc été limitée aux quantités excédentaires à revendre sur le marché. La contestation de leur obligation démontre qu'ils considèrent définitivement, et sans vergogne, EDF comme leur assureur de dernier recours. Pourquoi se gêner ? *Moi, fournisseur alternatif, je veux acheter de l'électricité au prix de l'ARENH, et même plus que mon quota quand cela m'arrange, en revanche, si le prix du marché de l'électricité baisse en dessous du prix de l'ARENH, comme durant le printemps 2020, je n'en veux plus et je préfère, malgré mes engagements contractuels, me fournir ailleurs.*

Réponse aux questions

Question 1 : Etes-vous favorables aux évolutions envisagées s'agissant notamment de stipulations

Fédération Chimie Energie CFDT (FCE-CFDT)

applicables en cas d'invocation de la force majeure ?

Concernant spécifiquement les stipulations du contrat-cadre, les évolutions proposées vont plutôt dans le bon sens, rendant les clauses plus claires.

La rédaction précédente évoquant « *des conditions économiques raisonnables* » était d'une subjectivité telle qu'elle ne pouvait qu'être source de litige.

Néanmoins, le jugement au fond relatif à la force majeure n'ayant pas encore été rendu, la proposition de la CRE a surtout pour objectif de clarifier la rédaction de cette clause avant le prochain guichet de novembre 2020. Pour la CFDT, les modifications proposées ne constituent qu'un pis-aller dans le cadre d'un dispositif vicié.

Question 2 : Quelles autres modifications vous semblent nécessaires pour clarifier la mise en application d'une telle clause compte tenu du retour d'expérience pour la période passée ?

Une procédure de jugement de l'affaire au fond étant en cours, il nous paraît raisonnable de l'attendre pour éventuellement aller plus loin dans la refonte de la rédaction de l'article 10

Question 3 : Considérez-vous qu'il existe d'autres clauses de l'accord-cadre qui devraient être modifiées ? Si oui, lesquelles et pour quelles raisons ?

Dans le cadre actuel (dont nous avons déjà dit ce que nous en pensions) il nous semble essentiel de préciser les procédures et les juridictions compétentes en cas de différends.

En effet depuis que le Tribunal de Commerce a été saisi par certains alternatifs - qui n'avaient pas obtenu gain de cause devant le Conseil d'Etat - nous nous demandons en quoi cette juridiction est compétente sur un contrat qui n'a rien d'un contrat classique de « gré à gré ».

L'accord-cadre est défini par arrêté ministériel, le vendeur (EDF) ne choisit pas ses contreparties, ne détermine pas le prix de vente et ignore même le volume demandé par chacun des acheteurs (la livraison est globale). On est donc clairement devant un contrat de droit administratif qui devrait à ce titre relever uniquement du Tribunal Administratif et/ou du Conseil d'Etat. C'est une précision qu'il nous semble indispensable d'apporter.